



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Après le retrait des USA

L'OMS pourrait réduire son budget

Dans un document publié ce lundi, l'OMS envisage déjà des coupes nettes dans certains programmes de base. Cure d'amaigrissement forcée pour l'OMS ? Les États membres de l'organisation onusienne discuteront ... • (Page 08)

Intelligence artificielle

Face au succès de DeepSeek, la tech américaine tremble

L'application chinoise arrive en tête des téléchargements sur Apple et des entreprises américaines l'adoptent déjà ... • (Page 08)

Logement abordable en Afrique francophone

• (Pages 03)

La CRRH-UEMOA trace la voie du financement durable



Togo / Transformation structurelle du secteur agricole

• (Pages 04)

Les producteurs préparent la 2ème édition du FoPAT



Commerce

La CEDEAO valide un cadre intégré pour l'autoroute Abidjan-Lagos

La CEDEAO organise un atelier pour la validation d'un cadre intégré de facilitation du commerce et du transport pour ... • (Page 02)

Togo / Electricité

Des perturbations envisagées du 5 février au 2 mars

La Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) a annoncé que la fourniture d'électricité pourrait être interrompue du 5 février ... • (Pages 04)

Café

Les prix de référence du robusta atteignent de nouveaux sommets

Sur le marché mondial du café, l'année 2025 débute dans la continuité de 2024. À l'instar de l'arabica, les prix du robusta restent sur une tendance ... • (Page 06)

Forum sur la fiscalité

Des actionnaires approfondissent les réflexions

Des actionnaires de la Société anonyme simplifiée Forum international de la fiscalité des Etats d'Afrique francophone (FIFE International S.A.S) ont ... • (Page 11)

Advertisement for L'économiste du Togo. It features a woman holding a newspaper, a laptop displaying the website, and a smartphone. Text includes: "L'économiste du Togo", "Premier Quotidien Economique Togolais", "Visitez notre site Web à l'adresse : leconomistedutogo.tg", and "TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS". At the bottom, it says "... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ..."

Commerces

La CEDEAO valide un cadre intégré pour l'autoroute Abidjan-Lagos

La CEDEAO organise un atelier pour la validation d'un cadre intégré de facilitation du commerce et du transport pour le projet de développement de l'autoroute du corridor Abidjan - Lagos.



• Vivien Atakpabem

Alors que la CEDEAO célèbre son 50^{ème} anniversaire en 2025, en tant que Communauté économique enviable avec une pleine liberté de circulation des personnes et une zone de libre-échange régionale fonctionnelle, les pays du corridor participant à un atelier technique de 3 jours pour examiner les recommandations visant à améliorer la facilitation du commerce et du transport dans le cadre du projet d'autoroute du corridor Abidjan-Lagos, ont unanimement appelé à un soutien politique urgent de haut niveau pour aider à éliminer les obstacles et les contrôles excessifs, ont unanimement appelé à un soutien politique urgent de haut niveau pour aider à supprimer les obstacles et les points de contrôle excessifs le long de certains corridors régionaux, y compris les frontières terrestres, afin d'améliorer le commerce intrarégional et la libre circulation des citoyens de la communauté. Ils ont demandé que soient respectées les bonnes dispositions des textes communautaires existants, qui ont été alignées sur les meilleures pratiques et accords internationaux. L'atelier, qui est accueilli

par la Direction des Transports de la Commission de la CEDEAO à Cotonou, Bénin, du mercredi 29 janvier au 31 janvier 2025, vise, entre autres, à valider les rapports de diagnostic et les recommandations contenues dans le projet de rapport de l'étude sur la facilitation du commerce et du transport (TTF) du projet de développement de l'autoroute du corridor Abidjan-Lagos. L'une des principales composantes de la phase préparatoire du projet de développement du corridor routier Abidjan-Lagos est la préparation et la mise en œuvre d'une stratégie globale de facilitation du commerce et du transport afin d'assurer une circulation fluide des marchandises, des personnes et des véhicules le long du corridor. Le cadre envisagé couvrira toutes les mesures alignées sur les accords régionaux, continentaux et internationaux de facilitation du commerce, éliminera les retards et les tracasseries liés aux contrôles frontaliers, ainsi que d'autres barrières non tarifaires, et les contrôles multiples sur les tronçons. Le cadre cherchera également à assurer la pleine opérationnalisation des mesures de facilitation régionales telles que la nouvelle procédure de

transit (qui remplace l'ancien système de transit routier interétatique), à améliorer la réglementation du transport transfrontalier, à normaliser les procédures douanières et à interconnecter complètement les systèmes, à numériser l'application de la carte brune de la CEDEAO pour couvrir les véhicules transfrontaliers, ainsi que toutes les autres interventions connexes. Dans son discours d'ouverture, le directeur des transports de la Commission de la CEDEAO, M. Chris Appiah, a indiqué qu'une fois achevé, le cadre de facilitation du commerce et du transport du corridor contiendra un ensemble complet de mesures à mettre en œuvre ensemble avant et après la construction de l'autoroute supranationale à double voie à 6 voies d'Abidjan à Lagos. Cela devrait contribuer de manière significative à l'amélioration du commerce intrarégional, à la libre circulation des citoyens, des véhicules et des services connexes dans le cadre du programme d'intégration régionale de la CEDEAO, tout en positionnant les États membres de manière appropriée pour bénéficier du commerce dans le cadre de l'accord de libre-échange continental africain.

Image du jour

Semaine de
L'EDUCATION FINANCIERE
3^{ème} Edition

THEME: Réfléchissez avant d'agir, Développez votre intelligence financière

Du 17 au 22 Mars 2025

Lomé, TOGO

70 24 16 99 / 96 33 00 83
edufia355@gmail.com

EDUFIA
www.edufia.site

AUX DECIDEURS ...

Une Vision pour un Marché Commun Résilient

À l'occasion des Dialogues sur la Prospérité en Afrique 2025, le Président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, a délivré un message porteur d'espoir et d'ambition à Accra. Son appel en faveur d'un marché commun africain, fondé sur trois axes stratégiques majeurs – résilience économique, intégration pragmatique et modernisation des infrastructures – invite à repenser l'avenir économique du continent.

Dans un contexte mondial complexe et en constante évolution, le Président Gnassingbé a affirmé que l'avenir de l'Afrique passe par la coopération régionale et la mise en œuvre de stratégies inclusives. Son discours, prononcé devant un auditoire composé de partenaires internationaux, d'investisseurs et d'experts économiques, a mis en avant trois axes déterminants pour renforcer la souveraineté économique du continent.

Face aux crises mondiales et aux incertitudes économiques, il est impératif de construire un espace économique capable de résister aux chocs externes. Cela implique une coopération accrue entre les États pour renforcer les capacités locales et limiter la dépendance aux financements extérieurs.

Reconnaissant les disparités entre les économies africaines, Gnassingbé appelle à un modèle d'intégration flexible. Ce modèle doit permettre à chaque pays d'évoluer à son rythme tout en garantissant une répartition équitable des bénéfices du commerce commun, afin de créer un écosystème économique inclusif et durable.

Investir dans des infrastructures modernes – routes, ports, réseaux ferroviaires, et systèmes numériques – est essentiel pour faciliter la circulation des biens et des services sur le continent. Ces investissements, qui nécessitent des financements massifs et une coopération transfrontalière, sont le pilier sur lequel reposera la compétitivité de l'Afrique sur la scène mondiale.

L'approche du président togolais met en exergue une vision intégrée de la croissance économique africaine qui va au-delà de la simple libéralisation commerciale. Elle repose sur une stratégie structurée visant à bâtir un marché commun solide, capable de transformer les défis en opportunités. La résilience économique, dans ce cadre, est directement liée à la capacité des États africains à investir dans des infrastructures qui soutiennent l'activité économique, tout en favorisant l'innovation et l'inclusion.

En prônant une intégration économique pragmatique, le Président togolais rappelle que les bénéfices de l'intégration ne doivent pas être concentrés dans quelques grandes économies, mais distribués équitablement pour réduire les inégalités. Par ailleurs, l'accent mis sur les infrastructures numériques est particulièrement pertinent dans un monde de plus en plus digitalisé, où l'accès aux technologies de l'information est devenu un déterminant majeur de la compétitivité.

Cette vision d'une Afrique intégrée et résiliente nécessite une action collective soutenue par des engagements financiers et politiques à long terme. Le rôle des institutions régionales et des partenariats public-privé est crucial pour concrétiser cette ambition. Seule une coordination efficace et une volonté politique forte permettront de transformer ce rêve en réalité.

Dans un environnement économique global marqué par des crises récurrentes et une concurrence internationale féroce, l'Afrique se trouve à un tournant stratégique. La mise en œuvre de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF) et d'autres initiatives régionales témoigne d'un engagement collectif pour l'intégration économique. Le discours de Gnassingbé s'inscrit dans ce mouvement, renforçant l'idée que l'avenir du continent dépend de la capacité des États à collaborer, à moderniser leurs infrastructures et à adopter des modèles de croissance inclusifs.

Alors que l'Afrique se prépare à affronter des défis majeurs – sécurité, gouvernance, et transition énergétique – la vision d'un marché commun résilient apparaît comme une réponse essentielle pour libérer le potentiel économique du continent et améliorer les conditions de vie de ses populations. Le Togo, sous le leadership de Gnassingbé, se positionne ainsi comme un acteur moteur dans cette transformation, prônant une approche intégrée et solidaire pour bâtir l'Afrique de demain.

M.T

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Logement abordable en Afrique francophone

La CRRH-UEMOA trace la voie du financement durable

À Abidjan, lors de la Conférence sur l'Impact Économique du Logement en Afrique Francophone, la CRRH-UEMOA a réaffirmé son engagement pour un financement inclusif du logement abordable. Intervenant sur le panel « Enseignements tirés et implications régionales des stratégies de logement », la Directrice Générale, Yedau Ogoundele, a annoncé la prochaine émission d'obligations sociales visant à soutenir des projets de logement durable.

• Joël Yanclo

Du 30 janvier au 01er février 2025, Abidjan a accueilli un rassemblement de décideurs politiques, institutions financières et experts du logement lors d'un événement international majeur. Organisée dans le cadre de la Conférence sur l'Impact Économique du Logement en Afrique Francophone, l'initiative visait à explorer les défis et opportunités du secteur et à promouvoir des stratégies novatrices pour stimuler la croissance économique à travers le logement abordable. Au cœur de cette rencontre, la CRRH-UEMOA a pris la parole via sa Directrice Générale, Yedau Ogoundele, qui a exposé les enseignements tirés des stratégies de logement mises en œuvre dans la région. Forte de son expérience, l'institution a dévoilé son intention de lancer prochainement une émission d'obliga-



tions sociales, un instrument financier destiné à soutenir les projets de logements abordables dans le respect des principes de durabilité et d'inclusion. L'événement a également offert l'occasion d'échanger sur les mécanismes de financement du secteur et de souligner l'importance de l'innovation pour moderniser le marché immobilier régional. La participation active des partenaires internationaux et des acteurs locaux a renforcé l'idée que le logement accessible repré-

sente un levier essentiel pour la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie des populations.

Prochaine émission d'obligations sociales

L'intervention de la CRRH-UEMOA lors de la Conférence sur l'Impact Économique du Logement en Afrique Francophone illustre l'importance stratégique du financement innovant pour dynamiser le secteur du logement sur le continent. En annonçant la prochaine émission d'obligations sociales, l'institution se positionne comme un acteur clé dans la mobilisation de capitaux dédiés aux projets de logements abordables. Cet instrument financier vise non seulement à attirer des investissements pour la construction de logements, mais aussi à instaurer un modèle de financement qui intègre des critères de durabilité et d'inclusion, en réponse aux défis socio-économiques des populations vulnérables. Le logement abordable représente un levier de croissance considérable dans un contexte

d'urbanisation rapide et de demande croissante en infrastructures résidentielles. En facilitant l'accès à des logements de qualité à un coût maîtrisé, le secteur contribue à améliorer la sécurité sociale et à stimuler l'activité économique locale par la création d'emplois directs dans la construction et indirects dans les chaînes de valeur associées (services, commerce, etc.). Par ailleurs, la mise en place d'instruments financiers comme les obligations sociales permet de diversifier les sources de financement pour le secteur public et privé, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des financements traditionnels.

La CRRH-UEMOA contribue à la réduction des inégalités sociales

Sur le plan régional, ces initiatives renforcent la compétitivité des économies africaines en améliorant les conditions de vie des citoyens et en stimulant la productivité globale. En intégrant le logement dans une stratégie de développement durable, la CRRH-UEMOA contribue à la réduction des inéga-

lités sociales et à la promotion d'une croissance inclusive. De plus, en s'appuyant sur des partenariats stratégiques internationaux, l'Afrique francophone se dote d'un cadre propice pour attirer des investissements étrangers, renforçant ainsi sa position sur la scène mondiale. Enfin, l'approche innovante et structurée du financement du logement abordable favorise une meilleure allocation des ressources publiques et privées. Elle offre une réponse adaptée aux défis actuels, notamment la pénurie de logements et la nécessité d'une infrastructure résidentielle moderne. L'adoption de telles mesures financières innovantes est susceptible de générer un effet multiplicateur sur l'économie, en stimulant non seule-

ment le secteur immobilier, mais également en soutenant l'ensemble des secteurs connexes, contribuant ainsi à la transformation économique durable du continent. L'Afrique francophone fait face à des défis importants en matière de logement, avec une demande croissante due à l'urbanisation rapide et à l'augmentation de la population. Dans ce contexte, les initiatives visant à améliorer l'accès à des logements abordables sont essentielles pour soutenir le développement économique et social. La CRRH-UEMOA, en partenariat avec divers acteurs nationaux et internationaux, s'inscrit dans une dynamique de modernisation du secteur immobilier. L'événement à Abidjan s'inscrit dans un cadre plus large de réformes visant à renforcer l'efficacité du financement du logement et à encourager des partenariats stratégiques pour le développement durable. Il vient également renforcer la position de la région sur la scène internationale, en témoignant d'un engagement fort en faveur de l'inclusion et de la durabilité économique, essentiels pour un avenir prospère en Afrique francophone.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigeria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100.

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	591,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Togo / Transformation structurelle du secteur agricole

Les producteurs préparent la 2ème édition du FoPAT

Dans le cadre des préparatifs de la deuxième édition du Forum des Producteurs Agricoles du Togo (FoPAT), le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique Villageoise et du Développement Rural a organisé une série de rencontres dans toutes les préfectures.

● Wilson Lawson

L'objectif est d'évaluer les actions menées depuis FoPAT 2023, de faire le point sur la campagne agricole 2024-2025 et de renforcer la dynamique de transformation structurelle du secteur agricole conformément à la feuille de route gouvernementale Togo 2025. Ces rencontres, qui se sont déroulées à Atakpamé, Sokodé et Tchahoudjo, ont permis aux acteurs du secteur agricole de se réunir pour dresser le bilan des engagements pris lors de la première édition du FoPAT en 2023. À Atakpamé, les participants ont analysé les résultats des recommandations formulées lors du FoPAT 2023 et évalué la mise en œuvre des mesures gouvernementales destinées à moderniser le secteur. Les discussions ont porté sur divers thèmes, notamment l'amélioration des infrastructures d'irrigation, la promotion de la mécanisation et l'appui à l'élevage, dans le but de renforcer la compétitivité des chaînes de valeur agricoles. À Sokodé, une délégation du ministère a rencontré les producteurs de Tchahoudjo afin de faire le point sur les activités agro-sylvo-pastorales réalisées après le premier forum. Ces échanges ont permis de recueillir des témoignages sur les actions gouvernementales, d'identifier les réussites et les obstacles rencontrés, et de préparer la prochaine campagne agricole 2025-2026. Le chef de la délégation, Bouwassi Datcha, a rappelé l'engagement constant du Président Faure Gnassingbé pour soutenir l'agriculture et renforcer l'autonomie des producteurs, soulignant l'importance des recommandations formulées lors des précédentes éditions



du FoPAT.

Accroître la productivité agricole

L'initiative de ces rencontres démontre l'effort du gouvernement pour intégrer les acteurs agricoles dans la mise en œuvre des réformes structurelles. L'approche participative favorisée par le FoPAT permet de valoriser l'expérience de terrain et de renforcer la transparence dans l'évaluation des politiques publiques. En évaluant les avancées et en ajustant les stratégies, le gouvernement vise à accroître la productivité agricole, à réduire les disparités territoriales et à améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, malgré les progrès notables enregistrés lors de la campagne agricole 2024-2025, plusieurs défis subsistent : l'impact des anomalies climatiques, le besoin d'un accompagnement technique accru et la nécessité de renforcer l'intégration des petits exploitants dans les filières modernes. L'échec ou la réussite de cette transformation structurelle dépendra en grande partie de la capacité des acteurs à collaborer étroitement, à mutualiser les ressources et à mettre en œuvre des politiques d'accompagnement adaptées aux réalités locales.

Créer un dialogue constructif entre les producteurs et les autorités publiques

La mise en œuvre de la deuxième édition du FoPAT intervient dans un contexte national où le Togo s'efforce de dynamiser son secteur agricole pour en faire un pilier de la croissance économique. Sous l'impulsion de la feuille de route gouvernementale Togo 2025, le pays a lancé de nombreuses initiatives pour moderniser l'agriculture, encourager la mécanisation, promouvoir l'innovation et améliorer la compétitivité des producteurs locaux. Ces efforts s'inscrivent dans une stratégie de décentralisation économique visant à répartir plus équitablement les investissements et à renforcer les capacités des régions dans le secteur agricole. Les rencontres régionales organisées dans le cadre du FoPAT illustrent la volonté du gouvernement de créer un dialogue constructif entre les producteurs et les autorités publiques, condition essentielle pour atteindre les objectifs d'une agriculture moderne, résiliente et inclusive. Ce processus participatif est crucial pour adapter les politiques nationales aux défis spécifiques rencontrés par les acteurs de la chaîne de valeur agricole et pour bâtir un secteur agroalimentaire capable de répondre aux enjeux de la sécurité alimentaire et de la croissance durable.



Togo / Electricité

Des perturbations envisagées du 5 février au 2 mars

La Compagnie Énergie Électrique du Togo (CEET) a annoncé que la fourniture d'électricité pourrait être interrompue du 5 février au 2 mars 2025 en raison des travaux de maintenance sur le gazoduc Ouest-Africain, essentiel pour l'approvisionnement des centrales thermiques régionales.

● Junior Aredola

Dans une déclaration récente, la CEET a expliqué que l'opération de maintenance, initialement prévue sur une base quinquennale et reportée à plusieurs reprises, vise à assurer l'intégrité du gazoduc qui alimente en gaz naturel les centrales thermiques du Bénin, du Ghana et du Togo. Pendant la durée des travaux, l'acheminement du gaz sera suspendu, ce qui pourrait affecter temporairement la production d'électricité. Pour pallier ces interruptions, des mesures d'urgence ont été mises en place dont le recours aux combustibles liquides pour le fonctionnement temporaire des centrales thermiques, l'importation additionnelle d'électricité, avec une capacité maximale de 35 MW, la mise en service accélérée d'une turbine de 25 MW dans le cadre du projet WAPG (West African Gas Pipeline). Ces dispositions visent à minimiser les perturbations pour les usagers et garantir une continuité du service en dépit des travaux de maintenance indispensables. D'un point de vue économique, cette interruption programmée illustre les défis techniques et logistiques auxquels sont confrontés les pays de la région dans la gestion de leurs infrastructures énergétiques. La maintenance du gazoduc,



bien qu'elle engendre des perturbations temporaires, est cruciale pour garantir la durabilité et la fiabilité de l'approvisionnement en gaz naturel, qui demeure un pilier du secteur énergétique dans l'UEMOA. Les mesures compensatoires adoptées par la CEET, telles que le recours aux combustibles liquides et l'importation d'électricité, démontrent une gestion proactive pour limiter l'impact sur la production d'énergie. Toutefois, ces solutions, souvent plus coûteuses, soulignent la dépendance du secteur énergétique aux ressources importées et la nécessité de diversifier davantage les sources d'approvisionnement, notamment par le développement des énergies renouvelables. En outre, cette opération met en exergue l'importance de moderniser les infrastructures existantes pour renforcer la résilience des réseaux énergétiques face aux fluctuations et aux défis techniques. La stratégie d'investissement dans les énergies renouvelables, déjà amorcée ces dernières années, apparaît comme une

voie incontournable pour réduire cette dépendance et garantir une fourniture stable et durable d'électricité sur le long terme. Le Togo, comme de nombreux pays de la sous-région ouest-africaine, fait face à une demande croissante en électricité alimentée par une urbanisation rapide et une industrialisation en développement. Dans ce contexte, la modernisation des infrastructures énergétiques est essentielle pour soutenir la croissance économique. Les projets récents dans le secteur des énergies renouvelables, soutenus par des partenariats internationaux, témoignent de la volonté du gouvernement de diversifier ses sources d'énergie et de réduire sa dépendance aux importations énergétiques. Les travaux de maintenance sur le gazoduc Ouest-Africain s'inscrivent dans un ensemble d'initiatives destinées à optimiser le fonctionnement des infrastructures critiques, essentielles pour la stabilité de l'approvisionnement en énergie. Bien que les interruptions soient temporaires, elles rappellent l'importance d'investir dans des solutions énergétiques innovantes pour renforcer la résilience du secteur et assurer une croissance économique soutenue dans un environnement régional en constante évolution.

Formation

La 4ème édition de la semaine de l'enseignement technique s'ouvre le 21 février prochain à Kara

Au Togo, la quatrième édition de la semaine de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) va démarrer le 21 février prochain avec le lancement officiel à Kara. L'annonce a été faite le jeudi 30 janvier par le ministère de tutelle, à la faveur d'une rencontre avec la presse.

Prévue jusqu'au 28 février, cette nouvelle édition, axée autour du thème : « La formation en alternance, un modèle gagnant pour les entreprises et l'employabilité des jeunes », vise à promouvoir l'apprentissage en milieu professionnel. Elle représente une opportunité pour renforcer les liens entre les centres de formation et les entreprises. Entre autres acti-

vités au programme de cet événement, des expositions, des conférences et des rencontres entre les acteurs. Les résultats et perspectives du secteur seront présentés lors de l'apothéose à Lomé. Initiée depuis 2022, la semaine de l'enseignement technique s'inscrit dans une dynamique de valorisation des filières professionnelles et de renforcement des compétences

des jeunes. L'an dernier, le ministère en charge de l'enseignement technique a lancé une enquête afin de disposer de données actualisées sur la transition des diplômés. Les résultats, encore attendus, permettront d'évaluer la pertinence des programmes de formation en lien avec les secteurs d'activités socioéconomiques.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs		Principaux clients	
2023	2020	2023	2020	2023	2020
Bénin	3,3%	France	20,8%	France	20,8%
Mali	3,3%	Italie	8,6%	Italie	8,6%
Chine	3,0%	Allemagne	7,2%	Allemagne	7,2%
USA	2,5%	USA	5,6%	USA	5,6%
Canada	2,3%	Canada	4,3%	Canada	4,3%
Inde	2,2%	Inde	3,6%	Inde	3,6%
Côte d'Ivoire	2,1%	Corée du Sud	3,5%	Corée du Sud	3,5%

Indicateurs du commerce extérieur		2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (% du PIB)		66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)		-295	-496	-782	-757	n/a
Déficit commercial (services inclus) (millions USD)		-827	-502	-426	-206	n/a
Importations de biens et services (millions USD)		1,0	-1,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (millions USD)		6,7	4,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (% du PIB)		40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial		2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur		2,382	1,878	2,134	2,452	2,166
Importations de biens (millions USD)		1,200	1,016	1,080	1,025	1,008
Exportations de biens (millions USD)		397	427	468	447	407
Importations de services (millions USD)		5,31	5,31	5,29	5,76	4,51

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



- 
» Couverture médiatique
- 
» Insertion publicitaire
- 
» Publi-reportage ...

Accédez à notre Site Web et tenez vous informer en temps réel de toute l'actualité !!

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Café

Les prix de référence du robusta atteignent de nouveaux sommets

Sur le marché mondial du café, l'année 2025 débute dans la continuité de 2024. À l'instar de l'arabica, les prix du robusta restent sur une tendance haussière, bien que de manière plus modérée.

Les cours du café robusta ont atteint 5,749 \$ le kilogramme, le jeudi 30 janvier, sur le London international financial futures and options exchange (Liffe), principal marché boursier de négoce de la matière première, avant de clôturer légèrement en retrait à 5,747 \$. Avec cette nouvelle performance, les prix de la fève ont plus que doublé depuis le 2 janvier 2024, date à laquelle ils se sont échangés à 2,804 \$ le kilogramme. Sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de New York, les cours de la fève ont également plus que doublé sur la même période, clôturant à 5,609 \$ le kilogramme le 30 janvier 2025 contre seulement 2,563 \$ le 2 janvier 2024. La hausse



des prix du robusta en janvier s'explique en partie par la célébration du Nouvel An vietnamien (Têt), prévue du 29 au 31 janvier 2025. Selon la plateforme financière Barchart, cette fête perturbe traditionnellement l'approvisionnement en café depuis le Vietnam, principal fournisseur mondial de robusta, comptant pour plus de 37 % de la production mondiale. Cela s'inscrit en outre dans un contexte mondial déjà marqué par des

incertitudes concernant l'approvisionnement depuis le pays asiatique, où les fortes précipitations survenues en novembre dernier ont inondé les plantations de café, ce qui retarde la récolte. D'un autre côté, les perspectives au Brésil, deuxième producteur mondial de robusta, où le spectre de la sécheresse devrait se répercuter sur la production caféière de 2025, refroidissent aussi les attentes et renforce les tensions sur le marché. Toutefois, cette tendance haussière des prix pourrait profiter à certains producteurs africains comme l'Ouganda et la Côte d'Ivoire qui cultivent et commercialisent principalement le robusta.

Avec Agence Ecofin

Afrique

La Fondation Gates donne une chance unique aux startups de la santé

Le programme « Investing in Innovation Africa » (i3), soutenu par la Fondation Bill & Melinda Gates et d'autres partenaires, appelle les startups africaines à postuler pour sa troisième cohorte. Cette initiative vise à transformer les soins de santé en Afrique tout en stimulant l'entrepreneuriat local.

Le programme i3, en partenariat avec des organisations telles que MSD, Sanofi, et HELP Logistics, offrira à 15 startups sélectionnées des ressources clés pour les aider à se développer. Ces ressources incluent des subventions flexibles, des connexions stratégiques avec des clients potentiels et un accompagnement personnalisé pour conclure des partenariats. Parmi les startups, 10 seront en phase de démarrage et recevront une subvention de 50 000 \$, tandis que 5 startups en phase de croissance se verront attribuer jusqu'à 225 000 \$ pour renforcer leurs capacités et élargir leur im-

pact. L'objectif est de faciliter au moins 150 partenariats d'une valeur totale estimée à 30 millions de dollars et d'améliorer l'accès aux soins dans toute l'Afrique. Depuis son lancement, i3 a soutenu 60 innovateurs dans 16 pays africains, accordant plus de 3 millions de dollars en subventions directes et facilitant 450 connexions stratégiques. Ces efforts ont généré plus de 11 millions de dollars en partenariats et créé près de 1 000 emplois, dont la moitié occupés par des femmes. Le programme met un point d'honneur à encourager la diversité : 43 % des entreprises soutenues sont dirigées par des femmes, et 20 % par des entrepreneurs francophones.

Les startups intéressées peuvent postuler jusqu'au 28 février 2025, et les lauréats seront annoncés le 30 avril. Les hubs technologiques africains comme CcHUB et Vilgro Africa joueront un rôle central dans la sélection, avec l'aide d'experts du continent. Selon Dr. Uchenna Igboke, PDG du SCIDaR, l'initiative i3 démontre que les entreprises africaines, avec un soutien adapté, peuvent répondre efficacement aux besoins des communautés sous-desservies tout en stimulant la croissance économique locale.

Avec afriqueitnews.com



Transition énergétique

La BAD et KPMG présentent un nouveau modèle de financement

La Banque africaine de développement et KPMG présentent un nouveau modèle de financement pour exploiter les richesses minérales de l'Afrique afin d'accélérer la transition énergétique.

● Nicole Esso

Le Groupe de la Banque africaine de développement et le cabinet d'audit et de conseil KPMG Afrique du Sud ont publié un rapport présentant une approche innovante pour atténuer les risques de change qui compromettent souvent la réalisation de projets d'infrastructures énergétiques sur le continent. Le rapport a été présenté lors du Sommet africain de l'énergie qui se tient cette semaine à Dar es Salam, en Tanzanie, et au cours duquel des chefs d'État et de gouvernement africains, des banques multilatérales de développement, des représentants du secteur privé, des partenaires du développement, des décideurs politiques et des représentants de la société civile sont réunis pour explorer les possibilités d'exploiter les ressources naturelles de l'Afrique afin de stimuler une croissance économique durable et de combler le déficit de financement sur le continent. Selon le rapport, intitulé «New Mechanism for Mitigating Currency Risk to Support Africa's Energy Transition» (Nouveau mécanisme d'atténuation du risque de change pour soutenir la transition énergétique de l'Afrique), les pays africains peuvent surmonter la volatilité des devises étrangères et les risques de convertibilité, qui menacent l'accessibilité et la durabilité des projets d'énergie indépendants (IPP) financés par le secteur privé, en regroupant leurs ressources minérales dans



une « devise non circulante » adossée à un panier diversifié de matières premières critiques en Afrique. Cette « devise non circulante » offre une alternative à la dépendance traditionnelle au financement libellé en dollar américain et en euro, et garantit des niveaux de stabilité des taux de change qui sont généralement absents des devises locales des pays participants. Le concept de ce nouveau mécanisme de financement a été développé par la Banque africaine de développement comme un moyen de tirer parti des vastes ressources en minéraux critiques de l'Afrique, qui, selon ses estimations, représentent environ un tiers de la quantité nécessaire pour assurer la transition énergétique mondiale. Selon le rapport, un déploiement réussi réduira le coût du capital pour les projets d'énergie propre, encouragera la coopération et l'intégration financières transfrontalières et renforcera la position de négociateur du continent sur les marchés mondiaux des ressources. Ces résultats, souligne le rapport, contribueront à réduire considérablement le déficit de financement de 400 milliards de dollars par an de l'Afrique, à soutenir la réalisation des Objectifs de développement durable et à assurer la sécu-

rité énergétique et la prospérité économique à long terme du continent. « L'avenir de l'énergie verte en Afrique repose sur le déblocage de solutions financières innovantes qui permettent au continent d'exploiter ses vastes richesses minérales », a déclaré Wale Shonibare, directeur des solutions financières, de la politique et de la régulation de l'énergie à la Banque africaine de développement. « Le mécanisme de convertibilité des monnaies proposé jouera un rôle crucial dans la stabilisation des flux d'investissement et l'accélération du développement durable », a-t-il ajouté. En conclusion, le rapport souligne les avantages du nouveau mécanisme pour les prêteurs et emprunteurs et détaille les prochaines étapes nécessaires à sa mise en œuvre complète. « L'impact économique de l'exploitation des richesses minérales critiques en Afrique est profond », a affirmé Frank Blackmore, économiste en chef chez KPMG Afrique du Sud. « En nous attaquant aux contraintes financières et en atténuant les risques de change, nous pouvons débloquent de nouvelles opportunités économiques, renforcer l'industrialisation et stimuler une croissance durable sur tout le continent. »

E-commerce

L'Afrique devient un eldorado publicitaire (+80 % de dépenses)

Les dépenses publicitaires sur les applications de shopping en Afrique ont augmenté de 80 % au cours des neuf premiers mois de 2024 par rapport à la même période en 2023, selon le rapport AppsFlyer sur le marketing des applications en Afrique. Ce bond spectaculaire témoigne de la croissance effrénée de l'e-commerce, favorisée par une pénétration accrue des smartphones et une concurrence féroce entre plateformes.

Des pays comme le Nigeria et l'Afrique du Sud jouent un rôle clé dans cette expansion. Ces marchés, grâce à l'accès à des smartphones abordables et à Internet, attirent à la fois des géants mondiaux comme Amazon, Shein et Temu, et des acteurs locaux tels que Jumia, Konga et Takealot. En Afrique du Sud, par exemple, les ventes en ligne ont progressé de 29

% entre 2023 et 2024, atteignant 3 milliards de dollars, soit 6 % du total des ventes au détail du pays. Le développement technologique a joué un rôle déterminant dans cette croissance. Alors qu'en 2002, seulement 8 % des Ghanéens possédaient un téléphone mobile, ce chiffre a bondi à 83 % en 2015. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population africaine (51 %) utilise des smartphones,

jetant ainsi les bases du commerce en ligne. Cependant, cet afflux de dépenses publicitaires, destiné à attirer de nouveaux utilisateurs, ne se traduit pas toujours par une augmentation proportionnelle des revenus. Alors que les dépenses publicitaires ont bondi de 80 %, les revenus générés par les achats intégrés n'ont progressé que de 15 %.

Avec afriqueitnews.com

lundi 3 février 2025

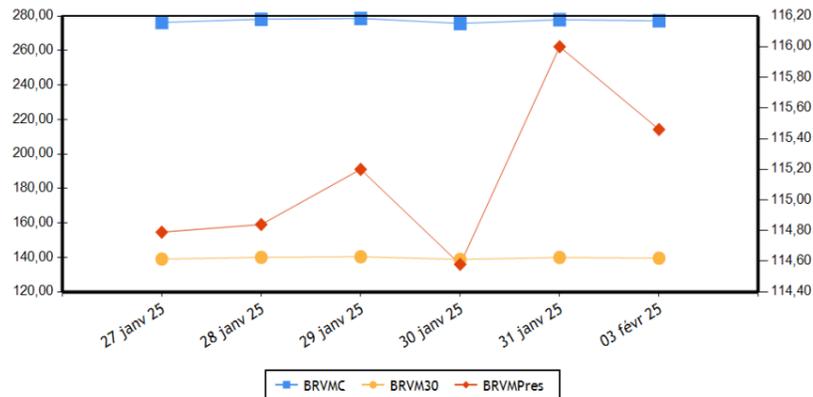
N° 23

BRVM COMPOSITE	277,24
Variation Jour	-0,24 % ↓
Variation annuelle	0,44 % ↑

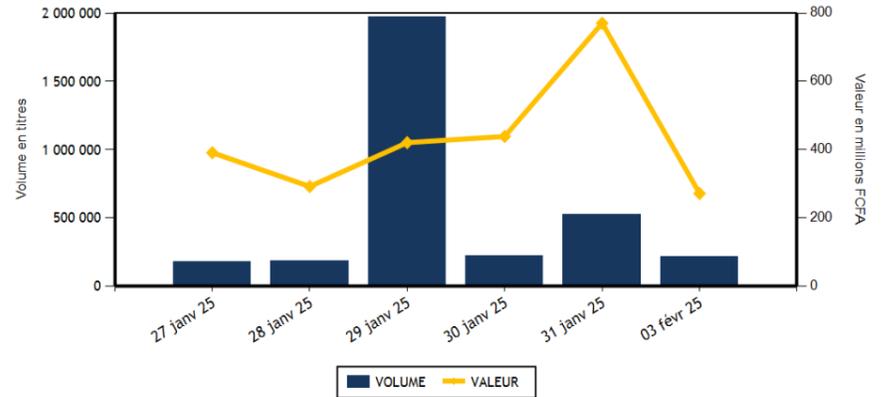
BRVM 30	139,61
Variation Jour	-0,26 % ↓
Variation annuelle	0,63 % ↑

BRVM PRESTIGE	115,46
Variation Jour	-0,47 % ↓
Variation annuelle	0,54 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 222 048 020 690	-0,24 %
Volume échangé (Actions & Droits)	214 229	-55,81 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	265 298 823	-28,69 %
Nombre de titres transigés	45	2,27 %
Nombre de titres en hausse	14	-26,32 %
Nombre de titres en baisse	18	100,00 %
Nombre de titres inchangés	13	-18,75 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	490	6,52 %	8,89 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	2 300	4,55 %	0,00 %
PALM CI (PALC)	4 850	4,30 %	-3,00 %
SODE CI (SDCC)	5 950	2,59 %	4,66 %
SOLIBRA CI (SLBC)	13 800	2,22 %	6,56 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	115,46	-0,47 %	0,54 %	12 342	143 502 200	10,33
BRVM-PRINCIPAL	37	135,53	0,02 %	-1,87 %	201 887	121 796 623	11,00

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	120,30	0,64 %	2,51 %	4 400	19 170 390	18,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	780,46	-0,23 %	2,16 %	17 323	147 154 490	12,33
BRVM - FINANCES	15	99,98	-0,34 %	-1,74 %	178 839	68 207 978	6,67
BRVM - TRANSPORT	2	311,87	-0,38 %	-5,09 %	1 444	1 840 595	3,92
BRVM - AGRICULTURE	5	185,04	0,18 %	-6,10 %	5 983	20 058 465	13,27
BRVM - DISTRIBUTION	7	320,81	-1,38 %	-4,32 %	5 352	7 034 005	19,02
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	687,13	0,29 %	5,80 %	888	1 832 900	23,95

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,20	-0,26 %	2,20 %	5 797	87 469 500	12,38
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	96,72	-1,33 %	-3,28 %	4 348	4 861 250	22,58
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	98,25	-0,34 %	-1,75 %	178 839	68 207 978	6,67
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	100,99	0,62 %	0,99 %	7 774	35 360 855	18,21
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,25	0,01 %	-1,75 %	3 520	4 066 440	6,54
BRVM - ENERGIE	4	95,76	-0,79 %	-4,24 %	2 425	5 647 810	14,77
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	100,89	0,78 %	0,89 %	11 526	59 684 990	10,65

Après le retrait des USA

L'OMS pourrait réduire son budget

Dans un document publié ce lundi, l'OMS envisage déjà des coupes nettes dans certains programmes de base.

Cure d'amaigrissement forcée pour l'OMS ? Les États membres de l'organisation onusienne discuteront d'une possible réduction de 400 millions de dollars (390,51 millions d'euros) de son budget, selon un document publié ce lundi 3 février. Une initiative qui fait suite à la décision de Donald Trump de retirer les États-Unis de l'organisation. Pour rappel, les États-Unis contribuent à hauteur de 18 % environ au financement global de l'OMS. Les États-Unis avaient déjà entamé les démarches pour quitter l'OMS lors du premier mandat de Trump en 2020. Son successeur Joe Biden avait toutefois annulé ce retrait avant qu'il ne rentre en vigueur. Le républicain justifie sa décision par l'écart entre les contributions financières américaines et chinoises et accuse l'OMS « d'arnaquer » les États-Unis.

Une réunion cruciale

« Avec le départ du plus grand contributeur financier, le budget ne pouvait pas être "comme d'habitude" », peut-on lire dans le document.



La réduction du budget sera examinée en réunion à Genève du 3 au 11 février, au cours de laquelle les représentants des États membres discuteront du financement et du travail de l'agence pour la période 2026-2027. En ouvrant la réunion annuelle du conseil exécutif de l'agence, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a défendu le travail de l'agence. Il a réitéré son appel aux États-Unis de reconsidérer son retrait. « Nous serions heureux de recevoir des suggestions des États-Unis et de tous les États membres sur la manière dont nous pouvons mieux vous servir, vous et les peuples du monde », a-t-il déclaré en appelant au dialogue.

Des coupes envisagées dans les programmes de base

Le conseil exécutif a proposé de réduire la section des programmes de base du budget à 4,9 milliards de dollars, contre 5,3 milliards de dollars, selon un document publié lundi. Cela correspond à peu près au budget du programme de base pour la période précédente, 2024-2025. Cette réduction fait également partie du budget plus large de 7,5 milliards de dollars, qui a été proposé à l'origine pour 2026-2027, comprenant également les fonds pour l'éradication de la polio et les actions en situations d'urgence. L'agence a déjà pris des mesures de réduction des coûts après la décision de Donald Trump, qui a décrété le retrait des États-Unis de l'organisation dès le premier jour de son mandat. Certains représentants du conseil d'administration ont cependant affirmé que l'OMS maintiendrait son orientation stratégique malgré les difficultés, montre le document. En vertu de la loi américaine, le retrait des États-Unis de l'OMS sera effectif dans un an.

(Avec Reuters)

Intelligence artificielle

Face au succès de DeepSeek, la tech américaine tremble

L'application chinoise arrive en fête des téléchargements sur Apple et des entreprises américaines l'adoptent déjà.

L'irruption du rival chinois de ChatGPT, DeepSeek, sur la scène jusqu'à présent très américaine de l'intelligence artificielle (IA) a ravivé les angoisses de la Silicon Valley et de Washington, qui appellent à mettre les bouchées doubles pour battre la Chine, avant qu'il ne soit trop tard. « Si l'Amérique se laisse distancer par la Chine dans le domaine de l'IA, elle se laissera distancer partout: économiquement, militairement, scientifiquement, dans l'éducation, partout », a lancé mardi Chuck Schumer, sénateur démocrate. La semaine dernière, la start-up chinoise DeepSeek a sorti un nouveau modèle d'IA générative similaire à ChatGPT (OpenAI), Gemini (Google) et d'autres, pour une fraction des coûts induits par les géants américains. L'adoption ultra rapide de DeepSeek a suscité l'ébahissement, l'admiration, la chute de Nvidia (fournisseur de puces de pointe pour l'IA) à Wall Street et de nombreuses mises en garde.

Phénoménal

Depuis des années, le gouvernement américain multiplie les mesures pour préserver son avance dans l'IA,



considérée comme un enjeu de sécurité nationale. Les contrôles à l'exportation restreignent ainsi l'accès de la Chine aux puces les plus sophistiquées, notamment celles de Nvidia, qui ont donné naissance à l'IA générative chez OpenAI. Peine perdue: DeepSeek a indiqué s'être servi de semi-conducteurs de Nvidia, moins perfectionnés (dont l'importation est autorisée) et de méthodes différentes pour parvenir à un résultat équivalent aux meilleurs modèles américains. L'application arrive en tête des téléchargements sur Apple et des entreprises américaines adoptent déjà l'interface de programmation du modèle pour leurs propres services d'IA. Comme Perplexity, qui combine un assistant IA et un moteur de recherche. « L'intégration du modèle R1 de DeepSeek avec la recherche en ligne, c'est vraiment phénoménal, on voit le modèle penser à voix haute comme une personne intelligente et consulter des centaines de

sources », s'est félicité sur X Aravind Srinivas, patron de la start-up californienne. Il a précisé que les données des utilisateurs sont hébergées sur des serveurs occidentaux.

Balle dans le pied

Mais de nombreux élus et figures de la tech associent avant tout les technologies chinoises à la désinformation et à l'espionnage. « Soyons clairs: DeepSeek R1 est une autre branche numérique du Parti communiste chinois qui censure toute critique du Parti et du président Xi », a déclaré sur X l'élu républicain Mark Green. « L'intégration de l'IA chinoise dans les sociétés occidentales devrait nous inquiéter », a réagi Ross Burley, cofondateur de l'ONG Centre for Information Resilience. « Nous avons vu à maintes reprises comment Pékin utilise sa domination technologique à des fins de surveillance, de contrôle et de coercition, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays ». Mark Zuckerberg, le patron de Meta (Facebook, Instagram), brandit l'épouvantail chinois face aux élus américains chaque fois qu'ils envisagent d'encadrer ses plateformes.

(afp)

Droits de douane de Trump

Le Canada, le Mexique et la Chine passent à l'attaque

Le président américain a mis à exécution ses menaces d'imposer des droits de douane aux Canadiens et aux Mexicains, ainsi que d'en rajouter 10% supplémentaires aux Chinois. Mais les pays attaqués ont déjà promis de riposter.

La guerre commerciale est lancée. Donald Trump a imposé samedi 25% de droits de douane sur les produits provenant du Canada et du Mexique, et 10% supplémentaires à ceux déjà existants sur les produits chinois. Mais les trois pays visés n'ont pas décidé de se laisser faire et promettent déjà une riposte. Le président américain a mis à exécution sa menace de s'en prendre aux trois principaux partenaires commerciaux des États-Unis, qui représentent au total plus de 40% des importations du pays. Il affirme vouloir ainsi forcer les trois pays à agir pour diminuer le trafic de fentanyl et les arrivées de migrants illégaux aux États-Unis. Les mesures américaines entreront en vigueur au plus tôt mardi 4 février, selon un premier décret présidentiel que l'AFP a pu consulter. Les hydrocarbures du Canada seront toutefois taxés à seulement 10%.

Droits de douane en



représailles

Sur un ton cinglant, la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a annoncé que des droits de douane seraient imposés en représailles sur les produits américains, sans donner de détails. 83% des exportations du Mexique partent chez le voisin américain (automobiles, ordinateur, produits agricoles). Le pays enregistre de forts excédents dans son commerce avec les États-Unis, ce qui a conduit Donald Trump à affirmer que son pays « subventionne le Mexique ». De son côté, le Canada va imposer des droits de douane de 25% sur des produits américains pour un total de 155 milliards de dollars canadiens (102 milliards d'euros) », a annoncé le Pre-

mier ministre démissionnaire Justin Trudeau. Dès mardi, ces droits de douane seront appliqués sur 30 milliards de dollars d'un vaste éventail de produits allant du bourbon aux appareils ménagers en passant par les fruits et les plastiques. « Si le président Trump veut inaugurer un nouvel âge d'or pour les États-Unis, la meilleure voie est de s'associer avec le Canada, et non de nous punir », a déclaré le Premier ministre lors d'une conférence de presse au ton très dramatique. Il a rappelé que le Canada a toujours été aux côtés des États-Unis dans les « heures les plus sombres », de la crise des otages en Iran, à la guerre en Afghanistan ou lors des catastrophes naturelles meurtrières telles que l'ouragan Katrina et les récents incendies en Californie. Il a prévenu que les semaines à venir seraient difficiles pour les Canadiens et que les tarifs douaniers décidés par Donald Trump nuiraient également aux Américains. Ce dimanche matin, le

président américain a réitéré son appel à faire du Canada le « 51e État » des États-Unis. Evoquant des « subventions » américaines - le déficit commercial - vers le Canada, le républicain a déclaré sur son réseau Truth Social que

« le Canada doit devenir notre cher 51e État », ce qui impliquerait selon lui « des impôts bien plus faibles et une protection militaire bien meilleure pour les Canadiens - ET PAS DE DROITS DE DOUANE ». La Chine,

quant à elle, prendra des mesures « correspondantes pour protéger résolument » les « droits et intérêts » du pays, a réagi le ministère chinois du Commerce dans un communiqué.

(Avec AFP)

IA

Avec un sommet, la France veut lancer un « réveil européen »

Les 10 et 11 février prochains, la France accueille le sommet pour l'action sur l'intelligence artificielle. Pas moins de 80 pays seront représentés. L'objectif affiché est de changer le narratif sur l'IA en montrant ses aspects positifs, et la possibilité d'en faire un outil à la portée de tous.

Le monde de l'IA se donne rendez-vous à Paris pour une semaine à partir du mardi 4 février à l'occasion du sommet pour l'action sur l'IA. Celui-ci se tiendra le 10 et 11, mais en parallèle auront lieu une multitude d'événements annexes dont, pour commencer, la visite d'Emmanuel Macron à l'hôpital Gustave Roussy

de Villejuif, pour évoquer l'application de l'IA à la santé. Face à la puissance de frappe des États-Unis, qui ont annoncé 500 milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures d'IA, et à l'onde de choc provoquée par l'essor de la start-up chinoise d'IA générative DeepSeek, ce sommet doit, selon l'Élysée, provoquer un « réveil européen » et s'assu-

rer que « la France ne passe pas à côté de cette révolution ». Plus de 80 pays seront représentés à Paris lors de cette rencontre les 10 et 11 février, qui s'étendra sur une semaine avec notamment une conférence scientifique organisée jeudi et vendredi à l'École polytechnique.

(Avec AFP)

PROGRAMME DES OBSEQUES**VENDREDI LE 07 FEVRIER 2025****18H30** veillée de prière et de chants,
corps présent, à Lomé (Adakpame)
et à ESSE-ANA (Pref Yoto)**Samedi 08 février 2025****05H30** : Messe d'enterrement à la Paroisse
Saint Antoine de Padou d'Adakpame (Lomé)**10H30** : Levée du corps suivi de l'enterrement
au cimetière du village ESSE-ANA (Pref Yoto)**14H30** : Début des funérailles et sortie de deuil.**Dimanche 09 février 2025****08H30** : Messe d'action de Grâce à la Paroisse
Saint Antoine de Padou d'Adakpame (Lomé)**MAISON MORTUAIRE****Maison ASSOGBA Abla Denise de la Pharmacie
d'Adakpame (Lomé) et Maison KAKE
à ESSE-ANNA, quartier ZOUMATOKON
(Préfecture de Yoto)****Veuve ASSOGBA Agbalé Rosaline née AGBOKA**

«dit SOUKLEW!»

Revendeuse à Lomé (ADAKPAME)**Décédé au CHU Sylvanus Olympio à l'âge de 91 ans****HOROSCOPE** *finance***Bélier** La journée sera favorable aux investissements. Mais il serait peut-être opportun de consulter un psychologue à propos de vos associés. Aujourd'hui, vos intérêts financiers seront bien soutenus, et vos affaires devraient connaître une activité supérieure à la normale.**Taureau** Les finances seront bonnes. Vous n'aurez pas trop de souci à vous faire, et vous pourriez même toucher des arriérés si on vous doit de l'argent. Mais pour certains natifs, une question d'héritage sera source de contrariétés, et ils devront être très vigilants pour ne pas se faire déposséder.**Gémeaux** Trois astres influençant le secteur argent pourront par moments vous jouer des tours. Vous aurez donc intérêt à rester vigilant et à ne pas vous lancer dans des dépenses trop importantes. Si vous vous montrez raisonnable, Saturne vous inclinera à rééquilibrer votre budget, voire à vous lancer dans des investissements rentables.**Cancer** Calme plat presque parfait dans le domaine pécuniaire. Certes, vous ne bénéficierez d'aucune chance particulière, mais vous éviterez aussi, du même coup, les mauvaises surprises qui menacent tant d'autres signes en ce moment. Contentez-vous de gérer sagement votre budget, en fourni prévoyante et organisée, comme vous savez en général si bien le faire. Attendez pour modifier vos placements : le Ciel vous sera plus favorable bientôt.**Lion** Vous vous trouverez assailli de toutes parts par de graves soucis matériels : charges, frais, capitaux prêtés, héritages, responsabilités financières, etc. Tout cela pourra vous conduire à vous replier sur vous-même en ressasant des pensées funestes. Il faudra réagir énergiquement contre cette atmosphère trop enfermée et débilatante par divers moyens, par exemple en fréquentant des milieux jeunes et dynamiques.**Vierge** Uranus vous conseillera d'être d'une extrême prudence dans vos dépenses. Il vous mettra surtout en garde contre un crédit de longue durée. Il vous fera comprendre que les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais que les remboursements sont extrêmement pénibles et démoralisants. Evitez à tout prix l'endettement, et méfiez-vous du surendettement comme de la peste.**Balance** Au coeur de la journée vous pourrez avoir une bonne surprise relative à vos gains ou à vos revenus. En tout cas, sur le plan pécuniaire, vous n'aurez toujours pas de souci à vous faire.**Scorpion** La planète Neptune devrait décupler vos chances au jeu aujourd'hui. Attendez-vous à d'heureuses surprises s'il vous arrive de jouer au Loto, au Keno ou au Quinté. Mais malgré cela, ne misez pas trop gros, car il subsistera quand même quelques risques.**Capricorne** Si vous n'êtes pas trop gourmand sur le plan financier, tout ira bien. Modérez votre tendance naturelle à la mégalomanie, au glamour, et vous pourrez maintenir une vitesse de croisière. Problèmes immobiliers probables, mais le temps travaillera pour vous.**Sagittaire** Journée difficile pour vous en raison des contraintes financières extrêmement pénibles que vous imposera Jupiter. Vous ne pourrez pas faire grand-chose pour remédier à la situation. Mais vous pourrez empêcher de tels déboires de revenir vous importuner dans l'avenir en modifiant vos habitudes de dépense. N'essayez pas de gagner de l'argent par le biais de jeux de hasard ou d'autres paris : le bon argent, ça se mérite !**Verseau** Grâce aux influx bénéfiques de Mercure, vous pourrez bénéficier de sympathies et d'appuis utiles venant de personnes de l'autre sexe. Dans certains cas, et si vous savez vous montrer assez diplomate, cela pourra se traduire par des bénéfices matériels non négligeables.**Poisson** Vous aurez l'opportunité d'améliorer votre situation financière. Ce sera le moment de revoir vos placements ou d'envisager de nouveaux investissements. Ne signez rien à la légère.**L'économiste** du TogoPremier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
**Journal spécialisé d'informations d'analyses et
d'investigations économiques, financières et boursières**
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie
des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC**Directeur Général**Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)**Administrateur Délégué**Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)**Directeur de Publication**TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)**Rédacteur en Chef**Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)**Rédacteurs**

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMISSION DE LA CEDEAO

Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation

ARAA



ECOWAS COMMISSION

Regional Agency for Agriculture and Food

RAAF

Avis à manifestations d'intérêt Sélection de consultants individuels

Projet :	Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2
Source de financement :	Coopération suisse (DDC)
Méthode de sélection :	Sélection de Consultant (e) individuel (le)
Référence sélection :	ARAA/PACBAO2/2025/SCI/002
Objet :	Sélection d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e), Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO), phase 2.
Date de publication :	14 janvier 2025
Date de limite :	14 février 2025

1. La Commission de la CEDEAO a reçu un financement de la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) du Département Fédéral des Affaires Etrangères de la Suisse, dans la cadre de la mise en œuvre de la politique agricole régionale, l'ECOWAP 2025, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre du Programme d'Appui à la Commercialisation du Bétail en Afrique de l'Ouest (PACBAO) phase 2. A cet effet, il est prévu la sélection **d'un(e) consultant(e) individuel(elle), coordinateur(trice) régional(e)**.
2. Les termes de référence détaillés sont accessibles sur le site web (<https://araa.org/vacancies>) de l'ARAA et peut être télécharger à travers le lien drive suivant : <https://bit.ly/404mxzM>
3. Les candidatures sont reçues au plus tard le **14 février 2025 à 17h00 GMT** en suivant les instructions mieux décrites dans les termes de références.
4. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires en écrivant aux adresses électroniques suivantes : procurement@araa.org cc : ctienon@araa.org , lbarnabo@araa.org , bkpessiglo@araa.org avec en objet « **SCI02-PACBAO2-Coordinateur** ».

Projet de mise en place d'un forum sur la fiscalité

Des actionnaires approfondissent les réflexions

Des actionnaires de la Société anonyme simplifiée Forum international de la fiscalité des Etats d'Afrique francophone (FIFEF International S.A.S) ont approfondi les réflexions sur la mise en place d'un Forum sur la fiscalité le dimanche 2 février à Lomé.

Le FIFEF International S.A.S est une institution dont la mise en place est pilotée par TAX & LAWS SARL (T&L), une société bilingue de conseil juridique et fiscal à responsabilité limitée. Il se veut un cadre de rencontre des fiscalistes des pays francophones d'Afrique pour débattre des thématiques ou des problèmes qui se posent dans les états en matière de fiscalité des entreprises. Son objectif est d'initier un forum francophone chaque année, et de participer à l'organisation du FIFEF ESTAF (rencontre entre francophones et anglophones) pour comparer leurs pratiques et taxes fiscales, et tirer profit de l'expérience des uns des autres, afin d'arriver à mettre fin au cloisonnement qu'il y a entre les deux fiscalités. « Nous avons le privilège d'avoir dans nos pays, des impôts qui se ressemblent. Tous les pays francophones ont presque le même code des impôts parce que ces codes sont inspirés du code



français. C'est seulement certains codes et certaines modalités d'imposition qui diffèrent. Nous avons profité de cette similitude pour mûrir l'idée de créer un réseau qui est le FIFEF », a expliqué le cogérant de TAX & LAWS SARL, Vincent Koudoh. L'assise a permis aux souscripteurs de mener des réflexions approfondies sur le projet, de déterminer l'objet social et de répartir les tâches des membres fondateurs. Ils ont également fait l'état des lieux des souscriptions. L'adoption des statuts de la société et la désignation des premiers membres du conseil de direction initialement, au menu de cette rencontre, ont été reportées à cause de la non représenta-

tivité des membres. M. Koudoh a indiqué que le décloisonnement entre la fiscalité francophone et celle anglophone sera un atout pour les comptables et gestionnaires des ressources humaines des pays francophones car ils auront une meilleure vue sur les réalités des pays anglophones et ainsi ils auront plus de visibilité dans les autres Etats. Les multinationales poursuivent, s'intéressent à ceux qui maîtrisent les deux fiscalités et ils pourront donner du travail aux francophones dans les pays anglophones et vice versa. M. Koudoh, a relevé que le FIFEF est ouvert à d'autres pays francophones hors d'Afrique.

Avec ATOP/BV/BA/KYA

Bayern Munich

Mathys Tel a enfin choisi son nouveau club

Après plusieurs rebondissements, Mathys Tel a enfin trouvé sa prochaine destination. Le Français va rejoindre Tottenham.

Le jour le plus long. Ce lundi 3 février, Mathys Tel (19 ans) vit une journée folle. En effet, le Français est l'une des stars de cette fin de mercato d'hiver 2025. Après avoir longtemps fermé la porte à un départ, l'attaquant a finalement manifesté le désir de s'en aller du Bayern Munich, où il a très peu de temps de jeu à se mettre sous la dent. Rapidement, de nombreux clubs se sont précipités pour tenter de l'accueillir, que ce soit sous la forme d'un prêt ou d'un transfert. Chelsea a tenté le coup, mais le joueur a refusé puisqu'il souhaite rejoindre une équipe qui lui offrira justement du temps de jeu. Ce qui ne sera pas possible chez les Blues, qui ont énormément d'éléments offensifs. Tottenham a aussi poussé pour le signer. Les Spurs avaient même trouvé



un accord avec les Bavarois pour un transfert de 60 M€. Mais le jeune homme avait décliné l'invitation. Dans le même temps, les Munichois avaient repoussé les avances de clubs rivaux en Bundesliga, notamment le BVB, pour leur joueur.

Tottenham a eu le dernier mot pour Mathys Tel

Ce week-end, il y a eu de nouveaux rebondissements dans ce dossier. Le Bayern Munich a pris la parole

concernant son attaquant. « La tendance actuelle est qu'il reste. Nous ne sommes pas en négociations concrètes avec un quelconque club. Si quelque chose d'autre se produit, nous lui en parlerons. » Dans la foulée, plusieurs médias français ont ajouté que le buteur ne rejoindrait pas Manchester United, qui s'est aussi positionné sur le dossier. De son côté, Sky Germany a révélé que Man U avait les faveurs du joueur en cas de départ. Ce lundi, le feuilleton Tel est reparti de plus belle. En Allemagne, Sky Germany assure que les pensionnaires de l'Allianz Arena sont toujours ouverts à une vente ou un prêt avec obligation d'achat pour leur joueur en cas de bonne offre durant cette fin de mercato.

Avec footmercato.net

Ligue 1

Amine Gouri explique son choix fort de signer à l'OM

Déjà décisif contre l'Olympique Lyonnais dimanche soir, Amine Gouri a été présenté en tant que nouveau joueur de l'Olympique de Marseille ce lundi et s'est livré.

Il ne pouvait pas rêver mieux. Tout juste arrivé à l'Olympique de Marseille ces derniers jours pour remplacer Elye Wahi, transféré à Francfort, Amine Gouri (24 ans) a d'ores et déjà été décisif pour son entrée en jeu face à son club formateur, l'Olympique Lyonnais (3-2). Sur son premier ballon, l'ancien de Rennes s'est illustré en voyant sa frappe contrée profiter à Mason Greenwood pour l'égalisation, avant une victoire qu'il a pu célébrer dans une ambiance complètement folle. « Je suis arrivé vendredi, j'ai fait qu'un entraînement et demi avant de jouer un match capital, contre mon club formateur. On a gagné l'Olympico, avec une ambiance de folie. Je suis très content », a d'abord expliqué la nouvelle recrue, lors de sa présentation, avant de raconter les coulisses de son arrivée. « Il y a eu des contacts en janvier, c'était une bonne opportunité avec un projet ambitieux. Je veux remettre l'OM parmi les meilleurs clubs européens. C'est un très grand club, je savais que j'allais passer



un palier en venant ici. J'ai échangé avec Medhi Benatia et le président, le projet me parle, car il a de l'ambition. Je suis un gagnant. »

Amine Gouri veut devenir régulier

Avant d'ajouter que la présence de Roberto De Zerbi a beaucoup pesé dans son choix de rejoindre l'OM : « c'est un coach qui me suivait depuis Nice, il parle football. Sa philosophie correspond à mes attentes. Il m'attend au poste de 9, il veut que je participe au jeu, mais que je sois dans la surface, en fonction de mes qualités qu'il connaît très bien. Et de prendre du plaisir (...) Je suis encore un jeune joueur, c'est le club parfait pour progres-

ser et trouver enfin de la régularité », a-t-il ajouté. Avant d'avoir quelques mots pour le Stade Rennais, son ex-club, et avouer que les liens entre l'OM et l'Algérie ont été un argument supplémentaire pour le convaincre. « Je ne garde que du positif, j'ai progressé énormément. Il y avait des bonnes situations et des moins bonnes. J'ai beaucoup parlé avec Mandanda, il m'a dit que du bien de l'OM (...) Mais c'est vrai qu'il y a des liens forts entre l'Algérie et Marseille, cela a beaucoup pesé. L'ambiance d'hier me rappelle la sélection. Cela m'a fait chaud au cœur de voir les drapeaux algériens et ça va beaucoup m'aider ». Amine Gouri peut déjà savourer son arrivée.

Avec footmercato.net

Festival socio-culturel de la commune kpélé 1

Les communautés appelées à la cohésion sociale

La 1ère édition du festival socio-culturel de la commune Kpélé 1 (FESOC- Kpélé 1), placée sous le signe de la cohésion sociale, du vivre ensemble et de la solidarité pour l'émergence de la commune s'est déroulée du 28 janvier au 1er février à Adéta.

Ce festival a connu son apothéose le 1er février par des prestations des groupes folkloriques et traditionnelles des différentes communautés de la commune. Les groupes se sont succédés pour démontrer leurs savoirs faire et connaissances de leur culture en présence des autorités préfectorales et communales, des responsables administratifs, traditionnels et des forces de l'ordre et de sécurité ainsi qu'une foule en liesse. Initié par la mairie de Kpélé 1, ce festival est une occasion de contribuer à la promotion de la cohésion sociale, du vivre ensemble et de la solidarité à travers des activités sociales et culturelles. Il s'agit aussi de promouvoir le sentiment d'appartenance à un

territoire et de développer le tourisme culturel en positionnant la commune Kpélé 1 comme une destination attractive pour les amateurs de culture et de tradition. Plusieurs activités sociales ont été menées durant cette édition entre autres la prise de tension artérielle et de glycémie gratuites aux personnes âgées, la sensibilisation des jeunes filles et apprenties sur les conséquences des grossesses précoces et l'hygiène menstruelle ainsi que des femmes sur les risques d'accouchement à domicile. Des femmes et jeunes ont été également formés sur les défis et perspectives du système villageois d'épargne et de crédits et sur les opportunités d'emplois qu'offre l'ANVT et les méfaits de la drogue et des stupéfiants, sources de

la délinquance et du banditisme. Le secrétaire général de la préfecture de Kpélé, Arimou Saboutou s'est félicité de cette initiative, qui cadre avec la politique du président de la République en matière de la valorisation de nos valeurs culturelles et traditionnelles et de la paix et du développement. Le maire de la commune Kpélé 1 Apedoh Komla Batchey a indiqué que c'est une occasion de rassembler les différentes communautés autour d'un même objectif qu'est le renforcement de l'unité nationale. « Notre ambition est qu'il n'est plus de division entre les communautés, car nous sommes tous les fils d'une nation, qu'est le Togo », a-t-il souligné.

Avec ATOP/SKD/FD/KYA

Le Togo en chiffres

Indicateur	2024	2023
Produits d'exportation	2,0 Mds USD	2,2 Mds USD
Produits d'importation	2,2 Mds USD	2,2 Mds USD
Balance commerciale	-0,2 Mds USD	0 Mds USD
Produits de l'industrie et de la construction	0,8 Mds USD	0,8 Mds USD
Produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	1,2 Mds USD	1,4 Mds USD
Produits des services	0,4 Mds USD	0,4 Mds USD
Produits des taxes et des contributions	0,2 Mds USD	0,2 Mds USD
Produits des transferts en provenance de l'étranger	0,1 Mds USD	0,1 Mds USD
Produits des transferts en provenance de l'étranger	0,1 Mds USD	0,1 Mds USD
Produits des transferts en provenance de l'étranger	0,1 Mds USD	0,1 Mds USD

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC